

MOUVEMENT ENNAHDA

Djaballah, le retour ?

Détrôné à deux reprises non sans fracas du leadership qu'il incarnait sans partage au sein des deux formations islamistes qu'il a lui-même lancées, Saâd Abdallah Djaballah s'apprêterait à faire son comeback.

Son premier parti, Ennahda, qui a connu une déconfiture sans précédent au point de s'éclipser totalement de la scène politique, s'attellerait en effet à rendre possible le retour aux affaires de son ancien chef de file.

Une soupape de survie qu'il s'offrirait en conséquence consentant par la même occasion d'importantes marges à Djaballah car il est peu probable que ce dernier puisse se contenter d'un titre honorifique dans son propre bercail.

Le 8 octobre prochain se tiendra en effet le conseil consultatif (Madjlis Echoura) de ladite formation islamiste avec à l'ordre du jour un seul point à débattre : la réintégration d'Abdallah Djaballah dans les rangs du parti.

Le vœu de l'état-major d'«Ennahda» de le porter candidat à la toute dernière élection présidentielle était

resté sans suite puisque Djaballah avait estimé que «les jeux étaient faits d'avance et qu'il n'y avait aucune possibilité de concurrencer Bouteflika».

Cependant, l'idée de le réintégrer dans les rangs du parti est restée, elle, d'actualité.

L'on aspire à «Ennahda» à fédérer les forces islamistes autour de Djaballah pour un éventuel redéploiement sur la scène politique. Les responsables de ce parti craignent par contre un retour de manivelle qui rendrait les pleins pouvoirs à Abdallah Djaballah.

L'enjeu est risqué dans la mesure où ce dernier ne veut pas se contenter du rôle «honorifique» qu'on compte lui attribuer.

Il exige plutôt des prérogatives d'ordre organique et un pouvoir décisionnel en contrepartie du «symbole» qu'il incarne. C'est du moins ce que l'on



Djaballah ne veut pas d'un titre «honorifique».

susurre à l'effet d'anticiper sur l'épilogue le plus plausible.

Celui de revoir les commandes du parti échoir à Djaballah qui a du mal à rebondir au sein d'une nouvelle formation.

Mais, ses velléités de récupérer Ennahda, un mouvement d'où il a été

évincé en 1998 par une faction menée alors par Lahbib Adami, butent également contre les réserves d'une autre formation islamiste.

El Islah (MRN) de Djahid Younsi, candidat malheureux aux dernières élections présidentielles, est dans l'expectative.

Autant dire qu'une telle option affaiblira davantage ce parti qui verra une bonne partie de sa base rallier Ennahda.

Et l'on a même signifié à la direction d'Ennahda, selon un membre du conseil national du MRN, qu'une éventuelle reprise par Djaballah du pouvoir

au sein du parti sera préjudiciable au «processus de convention» entamé entre les deux formations. Les deux partis ayant signé un accord qui prévoit l'échange de bons procédés et l'unification des positions sur certaines questions politiques et sociales.

Les détracteurs de Djaballah, ceux de la faction qui l'a évincé du MRN en 2004 qualifiant à l'époque sa gestion d'autoritaire et opaque, savent pertinemment qu'il dispose encore de crédit dans les milieux islamistes, et le mouvement d'Ennahda peut lui servir de tremplin pour rebondir. Ils savent aussi qu'il n'a retiré sa plainte déposée en 2005 (pour diffamation) contre les «dissidents» au sein du MRN que par calcul politique.

Réciproquement, ces dissidents qui dirigent actuellement les instances de ce parti et qui ont renoncé, après médiation, à toute action judiciaire à l'encontre de Djaballah, ont agi, à ce qu'il paraît, de façon plutôt hypocrite.

Lyas Hallas

LOI DE FINANCES ET PROGRAMME QUINQUENNAL

Conseil des ministres le 12 octobre

Abdelaziz Bouteflika convoque le Conseil des ministres pour le lundi 12 octobre prochain. C'est ce que nous avons appris de source sûre.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ce premier Conseil des ministres de la rentrée esquissera grandement les contours de ce que sera le troisième mandat de Bouteflika.

Ce dernier avait, en effet,

ordonné au gouvernement de lancer son fameux programme quinquennal dès le 1^{er} janvier 2010. Un programme, pour rappel, doté d'une astronomique enveloppe de 150 milliards de dollars.

«Le Conseil des ministres de la semaine prochaine verra prioritairement l'adoption de la loi de finances 2010», nous confie notre source. Ayant déjà fait l'objet de pas moins de trois

réunions du gouvernement, l'avant-projet approuvé par le gouvernement comporte deux points importants : réduction significative du budget de fonctionnement de l'Etat tandis que celui consacré à l'équipement sera à la hausse», poursuit notre source qui n'omettra pas de préciser que «par ailleurs, les nouvelles dispositions contenues dans la loi de finances complémentaire 2009 ne seront nulle-

ment remises en cause». En d'autres termes, l'exécutif mis en demeure de mettre en application le programme électoral de Bouteflika, ne doit pas perdre de vue que la crise financière mondiale sans précédent est tout de même là ! Certes, l'enveloppe de 150 milliards de dollars est un bonus que peut se permettre l'Algérie grâce à la providence pétrolière, mais toute loi de finances doit désormais tenir

compte de deux paramètres incontournables : rigueur et austerité.

Ahmed Ouyahia, que d'aucuns ont donné pour quasiment partant, sera pourtant le Premier ministre qui va défendre cette loi de finances, qui lancera le programme quinquennal de Bouteflika, après avoir préparé la révision constitutionnelle et la présidentielle d'avril 2009.

K. A.

FLN DE TIZI-OUZOU

C'est la guerre !

Le mouvement de contestation auquel fait face le FLN à Tizi-Ouzou est, mine de rien, en train de prendre une ampleur telle que la direction du parti à Alger risque d'être mise sérieusement dans l'embarras, elle qui ne donne pas l'impression de vouloir accorder quelque crédit aux mouvements signalés ici et là, dont celui qui secoue la mouhafadha de Tizi-Ouzou depuis quelques semaines.

Les initiateurs de la contestation à Tizi-Ouzou ont, de toute évidence, voulu étaler leur force et, partant, démontrer que leur montée au créneau n'est pas un simple feu de paille, comme on veut le faire croire en haut lieu.

C'est la première impression qui se dégageait hier du conclave auquel les «meneurs du



Une contestation qui risque de mettre la direction du parti dans l'embarras.

redressement» ont appelé. Une réunion qui a vite pris les contours d'un procès en règle contre le Mouhafedh et député de Tizi-Ouzou.

C'est tout un florilège de

méfais que les nouveaux redresseurs du FLN, parmi lesquels on dénombrait vingt-six chefs de kasma, ont énoncé en y mettant le fiel nécessaire pour exiger le départ le plus tôt possible de la

direction aux commandes. Tout était bon afin de faire passer le Mouhafedh et son équipe au rang de paria, de «quelqu'un qui travaille pour saborder le programme du président de la République», comme le soutiendra un intervenant, membre de la Kasma de Draâ-El-Mizan. Celui-ci y est allé fort, mais pas autant que cet élu à l'APC de Tizi-Ouzou, évincé il y a quelques semaines de l'exécutif communal, qui ne pense pas moins que son responsable actuel, jusqu'à preuve du contraire, travaille pour... le RCD !

Des réquisitoires en bonne et due forme, souvent incontrôlés du genre de celui qui assimile l'équipe du Mouhafedh à des «analphabètes trilingues».

Le mouvement de protestation a donc atteint des propor-

tions importantes. Quoi qu'il en soit, les propos tenus lors du conclave d'hier par la quasi-totalité des intervenants à l'encontre du Mouhafedh ne laisseront certainement pas de marbre ce dernier. En tous les cas, comme le laissait entendre un observateur présent à la réunion, s'il venait à l'idée du Mouhafedh de Tizi-Ouzou de poursuivre en justice ses détracteurs, il n'aura que l'embarras du choix sur le plan des déclarations pour le moins assimilables à de la diffamation, si les pourfendeurs ne daignent pas avancer les preuves de toutes les accusations énumérées. Et devant l'importance prise par le mouvement, il serait fort étonnant que ses initiateurs reculent. Donc, tout prêle au clash.

A. M.